



Macron veut passer le budget militaire de 50 à 100 milliards !

Depuis quelques jours, Macron et son gouvernement y vont de leurs déclarations alarmistes.

Le 2 mars, à l'occasion du sommet européen sur l'Ukraine qui s'est tenu à Londres, Macron déclare : « Depuis trois ans, les Russes dépensent 10 % de leur PIB dans la défense, on doit donc préparer la suite. »

La suite c'est, selon Macron, passer de 2 à 3 ou 3,5 % du PIB, soit d'un budget militaire annuel de 50 milliards d'euros à plus de 100 milliards d'euros !

Le 3 mars, le ministre des Affaires étrangères, Jean-Noël Barrot, alerte : « Jamais le risque d'une guerre sur le continent européen n'a été aussi élevé. Depuis quinze ans, la menace ne cesse de se rapprocher de nous, la ligne de front ne cesse de se rapprocher de nous ». C'est pourquoi il faut « relever notre défense pour dissuader la menace ».

Le 3 mars également, Éric Lombard, le ministre de l'Économie, chargé de traduire cela en monnaie sonnante et trébuchante, indique : « Le 20 mars à Bercy, avec Sébastien Lecornu, ministre des Armées, nous rendrons compte publiquement de notre action visant à mobiliser les banques, les investisseurs français afin de développer la base industrielle et technologie de défense. »

Au journaliste qui lui demandait si la situation était celle d'une « économie de guerre », il répond : « On n'y est pas, mais il le faut. »

D'ailleurs, le gouvernement est au travail pour proposer, dès cette année, des scénarios permettant de débloquer des crédits supplémentaires pour le budget militaire, conformément à la décision prise de passer le montant des dépenses militaires de 2 à 3 % du PIB.

Et pour augmenter « l'effort » de guerre, il faut piller les services publics et appauvrir les travailleurs et les jeunes.

Et pour augmenter « l'effort » de guerre, il faut à tout prix faire croire que le système de retraite est déficitaire pour ouvrir la voie à la capitalisation et livrer les centaines de milliards de salaire différé (cotisations salariales et patronales) aux fonds de pension.

Plus que jamais les travailleurs sont légitimes à combattre dans l'unité, pour défendre leurs droits et leurs revendications.

Combattre contre la politique anti-ouvrière du gouvernement et combattre contre la guerre sont une seule et même cause : celle des travailleurs et de la jeunesse.

ASSEMBLÉE PUBLIQUE « FEMMES TRAVAILLEUSES »

Le 8 mars 2025, 14 h 30

Palais des Glaces, Paris 10^e

MEETING INTERNATIONAL CONTRE LA GUERRE ET L'EXPLOITATION

Le 21 mars 2025, 19 heures

Espace Charenton, Paris 12^e

Adhérez au Parti des travailleurs. Lisez *La Tribune des travailleurs*.

Je souhaite adhérer au Parti des travailleurs.

Nom, prénom :

Adresse :

Courriel et/ou téléphone :

A retourner à : contact@parti-des-travailleurs.fr ou à Parti des travailleurs,

BP 31, 93105 Montreuil Cedex.

Accédez au site du Parti des travailleurs en flashant le QR Code

